



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024-2025

I. DÉFENSE DE LA DÉFENSE

1. SOUDAN : DISPARITIONS FORCÉES ET ATTAQUES CONTRE LA PROFESSION

Khaled Omar Al-Sadiq, avocat soudanais engagé dans la défense des droits humains, a été enlevé le 22 décembre 2024 et détenus ensuite au secret. Son enlèvement s'inscrit dans une répression généralisée contre les avocats au Soudan dont l'indépendance dérange le pouvoir. Les organisations signataires, dont l'IDH, exigent sa libération immédiate, la divulgation de son lieu de détention et la fin des attaques contre les professionnels du droit. Cette prise de position collective vise à faire pression sur les autorités soudanaises et à sensibiliser sur les difficultés très peu connues vécues par la profession au Soudan.

Lire la déclaration dans son intégralité : [Soudan- Déclaration conjointe sur l'arrêt et la disparition forcée de notre confrère Khaled Omar Al-Sadiq | LinkedIn](#)

2. IRAN : SOUTIEN À REZA KHANDAN ET SUIVI DE LA SITUATION DE NASRIN SOTOUDEH

Reza Khandan, défenseur des droits humains en Iran et époux de Nasrin Sotoudeh, a été arrêté le 13 décembre 2024 à son domicile, à nouveau ciblé dans une campagne de harcèlement judiciaire. L'arrestation vise à exécuter une condamnation ancienne, fondée sur des accusations de « propagande contre le régime » et « atteinte à la sécurité nationale », pour ses actions pacifiques, notamment contre le port obligatoire du hijab. La lettre interpelle les autorités nationales et internationales, exige la levée des accusations, l'abandon des poursuites contre lui et sa famille, et demande la fin de toutes les formes de persécution des défenseurs des droits de l'homme en Iran.

Découvrez la déclaration dans son intégralité : [Reza-Khandan-urgent-request-for-intervention-18.12.2488.pdf](#)

3. TURQUIE : DÉFENSE DU BARREAU D'ISTANBUL ET DES GARANTIES D'UN PROCÈS ÉQUITABLE

L'IDH suit de longue date la situation de la profession en Turquie. Les attaques innombrables contre les avocats et les barreaux ont trouvé récemment de nouvelles illustrations à travers les [poursuites engagées le bâtonnier d'Istanbul, M. Kağıolu](#), et plusieurs membres du conseil de l'Ordre. L'envoi de courriers aux autorités turques, les initiatives en faveur de la mobilisation de députés européens et la participation aux initiatives collectives en matière d'observation de procès font partie des actions par lesquelles l'IDH participe au vaste mouvement de soutien à l'indépendance de la profession en Turquie.

4. AFGHANISTAN – AIBA

Avec la prise de contrôle de l'Afghanistan en août 2021, le système judiciaire afghan s'est effondré et le barreau national a été anéanti et remplacé par une institution soumise au pouvoir. Le Bâtonnier national et plusieurs membres du conseil de l'Ordre ont fui et bénéficié du soutien de plusieurs barreaux et organisations internationales pour créer un barreau en exil ayant son siège en Belgique. Dans ce contexte, l'IDH poursuit son soutien au barreau d'Afghanistan en exil, association internationale à but non lucratif de droit belge qui continue à lutter pour préserver l'indépendance de la profession, et défendre les droits et la sécurité des avocats afghans.

Découvrez l'article complet pour comprendre les défis auxquels sont confrontés les avocats en Afghanistan : [Le barreau d'Afghanistan en exil | LinkedIn](#)

5.ÉTATS-UNIS : RÉACTION AUX DÉCRETS PRÉSIDENTIELS D'AVRIL 2025

L'IDH a exprimé sa préoccupation face aux mesures prises par le président des États-Unis visant à sanctionner des cabinets d'avocats américains en raison de l'identité ou des fonctions de leurs clients, de leurs activités pro bono ou de leurs politiques internes en matière de diversité. Rappelant les Principes de base des Nations unies relatifs au rôle du barreau, l'Institut a affirmé sa solidarité avec les avocats américains et s'est joint aux organisations professionnelles, dont l'American Bar Association et le New York City Bar, qui appellent à l'abandon immédiat de ces représailles. Notons par ailleurs que les Etats-Unis ont été désignés comme pays cible pour la Journée de l'avocat en danger 2026.

Découvrez l'article complet : [Attaques inédites contre la profession d'avocat aux Etats-Unis | LinkedIn](#)

6.GUATEMALA : DÉFENDRE WENDY LOPEZ ET CLAUDIA GONZÁLEZ

L'IDH a suivi la situation des avocates Wendy Lopez et Claudia González, toutes deux exposées à des persécutions de la part des autorités en raison de la nature des dossiers dont elles ont entrepris la défense. Wendy Geraldina López a notamment été victime d'actes de discrimination y compris dans son travail d'avocate pour avoir défendu des autochtones et alors qu'elle même appartient à la communauté maya.

Nous vous invitons à lire le texte, publié sur la page LinkedIn, de cette avocate de 34 ans qui décrit les immenses obstacles auxquels sont confrontées les femmes mayas au Guatemala, rappelant qu'elles sont largement invisibilisées et doivent redoubler d'efforts pour accéder à l'éducation et exercer une profession juridique. Issue des 4 % de femmes mayas diplômées, elle s'est engagée dans la défense des droits humains en réaction aux injustices qui continuent à viser les différentes populations autochtones, l'impunité dont bénéficiait les auteurs des crimes commis à leur égard et la corruption rampante au sein des institutions : [La lucha actual como abogada en el contexto actual de Guatemala | LinkedIn](#)

Voir aussi l'audience exceptionnelle de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) consacrée à l'examen de la situation des avocats dans les Amériques - 21/11/25 : [IACtHR holds historic hearing on the situation of lawyers in the Americas](#)

7.BIÉLORUSSIE – JOURNÉE DE L'AVOCAT EN DANGER LE 24 JANVIER 2025

Le 24 janvier 2025 s'est tenue la 15^e édition de la Journée de l'avocat en danger, consacrée cette année aux avocats biélorusses. Partout dans le monde, la profession s'est mobilisée pour dénoncer les agressions, persécutions et menaces qui frappent celles et ceux qui exercent leur mandat de défense dans des contextes hostiles.

Au Bélarus, la répression visant les avocats s'est fortement intensifiée depuis les élections de 2020. Les professionnels qui défendent des opposants politiques ou expriment des critiques à l'égard des autorités sont directement ciblés : poursuites, arrestations, sanctions disciplinaires ou pénales entraînant leur radiation. Cette situation porte gravement atteinte à l'État de droit et compromet l'accès des citoyens à une justice indépendante et équitable.

À travers cette journée, notre Institut réaffirme sa solidarité avec les avocats biélorusses et son engagement à défendre la profession partout où elle est menacée.

Lien vers le rapport : [Report of the Coalition for the International Day of the Endangered Lawyer](#)

II. PROJETS DIVERS

1. PRIX LUDOVIC TRARIEUX

Comme chaque année, l'IDH participe au jury du Prix Trarieux et à la remise du prix au lauréat. Le Trentième Prix international des droits de l'Homme Ludovic-Trarieux 2025 a été décerné le vendredi 21 mars 2025, au siège de la Rechtsanwaltskammer de Berlin, au premier tour de scrutin, à l'avocat russe Dmitri Talantov, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de la république d'Oudmourtie. Le barreau d'Istanbul a par ailleurs reçu le prix du barreau de l'année. La remise du Prix a eu lieu le 13 novembre 2025 à Paris.

Nous vous invitons à lire l'article complet publié sur la page LinkedIn : [Prix Ludovic Trarieux 2025](#)

2. MOBILISATION CONTRE LA PEINE DE MORT

Face à la recrudescence préoccupante des exécutions dans certains pays, l'IDH a participé à des prises de position conjointes pour demander l'abolition universelle de la peine de mort, reconnaissant la dignité de chaque être humain et le droit fondamental à la vie, dont **une déclaration publiée en octobre 2024 : [Déclaration conjointe appelant à l'abolition universelle de la peine de mort](#)**.

3. HOMMAGE À PIERRE LAMBERT – 4 OCTOBRE 2024

Organisation d'un moment d'hommage à cette figure importante de la défense des droits humains.

4. INTERNATIONAL FAIR TRIAL DAY – 12 JUIN 2025 (ULB)

L'IDH a coordonné l'organisation de cette journée internationale consacrée au droit à un procès équitable, en partenariat avec l'ULB : [La journée internationale du procès équitable](#)

5. COOPÉRATION AVEC LE PARQUET FÉDÉRAL – DOSSIERS UKRAINIENS

Poursuite du suivi des dossiers ukrainiens en collaboration avec le parquet fédéral.